

DOCUMENT DE
PROPOSITIONS
D'ORIENTATION
POLITIQUE

Jean Luc MALEKAT

2016

PRÉSENTÉ PAR J.L.MALEKAT

LE 17 JANVIER 2016 À PARIS 12EME (PORTE DE VINCENNES)

SOMMAIRE

I CONSTAT	PAGE 1
II HYPOTHÈSE	PAGE 2
III DÉFINITION DES CONCEPTS	PAGE 4
IV MÉTHODE	PAGE 5
V THÈSE	PAGE 7
VI PERSPECTIVES ET CONCLUSION	PAGE 9

I CONSTAT

1

La **voie nationale** dans la République est meilleure que les chemins qui ne mènent nulle part, parsemés de catastrophes, de désastres et de tragédies.

Notre pays peut et doit expérimenter le processus salutaire de la **coexistence nationale, pacifique, éclairée et consensuelle**.

La lutte conflictuelle pour la conquête et la conservation du pouvoir d'Etat a débouché exclusivement sur le processus continu de **désœuvrement organique du lien national** sans cesse fracturé par la dimension improductive et archaïque de notre économie nationale et par les idéologies politiques et sectaires de l'entre-soi.

Le **peuple**, toujours délaissé et maltraité, doute des principes de la république, manque de droits concrets, fondamentaux et constitutionnels de **subsistance, d'autonomie et de dignité**.

A la place de la citoyenneté éveillée, critique, éclairée, raisonnable et pacifique a surgi le **phénomène de la destruction de l'unité nationale et de l'idolâtrie ethno-militante**.

Notre **crise nationale** qui perdure trouve son explication rationnelle, certes dans le long processus historique et tragique de la dépossession de notre souveraineté nationale, mais de façon plus pragmatique, dans l'illusion de la volonté de puissance du **modèle présidentieliste autocratique**, capté par le **phénomène de la convoitise et de la violence de masse**.

La question objective et historique de la **Renaissance nationale** ne réside plus dans le « **Que Faire** » mais dans des réponses pragmatiques appropriées qui dépendent de notre volonté, en particulier dans le **tissage des alliances de progrès** impliquant la concrétisation des **contreparties positives actualisables** et la renonciation volontaire et délibérée à des exigences anachroniques, déraisonnables et obscures.

La **Transition politique et pacifique** ainsi que le **Partage équilibré** prédisposent à cette finalité de la recomposition resocialisatrice élargie dans une totalité nationale remobilisée et remembrée par le « **Nous Tous Ensemble** », par le **récit généreux et solidaire de l'avènement du plus grand nombre** luttant de façon héroïque pour la **liberté, la dignité et le progrès**.

II HYPOTHÈSE

2

Il existe des limites objectives et historiques comme conditionnalité de l'action et comme conscience subjective de toute possibilité historique.

On ne peut pas agir avec le seul vouloir de la volonté mais plutôt avec celui de l'intelligence sociale, pragmatique et lucide des multiples facteurs objectifs, y compris les forces d'inertie dissimulées et d'indétermination qui coexistent avec nous, avec notre époque d'action.

L'inexistence d'une méthode consensuelle, de portée universelle de résolution progressive des contradictions inhérentes à notre réalité politique et sociale, **constitue le blocage permanent de notre pays.**

Il est utile qu'en toute circonstance impliquant des désaccords et des malentendus légitimes, entre des puissances organisées, que l'on choisisse l'option de la **synthèse qualitative et surnuméraire.**

Notre pays ne peut progresser sans méthodes, sans synthèse d'étapes, de périodes et de cycles, sans désir du devenir, sans cohérence intergénérationnelle de continuité critique et positive d'une histoire commune et ouverte.

C'est l'amplification et la fétichisation collective de notre représentation subjective du pouvoir comme puissance inhibitrice de notre inaction et de notre inaccomplissement qui explique en partie la survivance politique de la dictature et la défaite objective de notre autonomie collective.

Seule une réversibilité de notre jeu de regards concernant le secret intime et fonctionnel de la dictature instituée au Congo peut nous permettre de renouveler et de distiller la pluralité des lieux et des espaces de pouvoir et de réinventer les marges souterraines et alternatives de liberté et de resocialisation.

C'est à la périphérie mobile et séparée de l'ordre dominant que l'offre collective et citoyenne de l'innovation politique et sociale peut figurer et expérimenter les non-encore-être de la possibilité concrète à venir c'est-à-dire, les **formes et les modalités pragmatiques de notre réelle autonomie éveillée.**

La liberté et la dignité ne dépendent pas du pouvoir, encore moins des apparences idéologiques de la représentation qu'en fait le pouvoir dominant, mais de notre propre conscience libre et agissante comme source irréductible de possibles infinis.

L'occupation volontaire par nous-mêmes de ce qui échappe, en substance, à la rationalisation autoritaire de l'ordre dominant, voilà le **combat authentique de la naissance des contre-pouvoirs et de la pensée des équilibres.**

Le processus de relégation, de régression et de désœuvrement qui assiège le pays provient de **l'absence des contre-pouvoirs et de la pensée collective des équilibres structuraux qui ne surgissent que de l'extériorité critique de l'ordre dominant.**

La crise nationale et le règne de la dictature au Congo ne peuvent pas être résolus par une pensée simpliste qui instrumentalise le face à face guerrier et les coups de force, encore moins par une

hypothèse de la guerre des partisans et des factions, par la confrontation radicale des clans miliciens, par l'embrassement total des bastions rivaux de l'ethno militance.

L'hypothèse objective et transpartisane, c'est de postuler, par delà le décor nébuleux de la ruse électorale, la transition politique et le partage comme coexistence garantie et attestée de tous vers un avenir de renaissance et de redressement du Congo.



III DÉFINITION DE NOS CONCEPTS

4

Nous appelons par **Renaissance nationale**, la déclaration volontaire et publique d'abord d'une nécessaire pause politique nationale de tout ce qui nous a fourvoyé et abimé jusqu'ici, puis l'invention collective d'un nouveau récit de coexistence inter-congolais soutenu par l'égalité des conditions, et enfin l'amour collectif, éternel et infini du Congo impliquant le devenir permanent de sa puissance souveraine.

Nous appelons **Transition politique**, une posture de gouvernance collective qui résiste à l'exclusion et à l'entre-soi, qui agit en fonction des intérêts fondamentaux de la totalité nationale et du peuple, qui considère que c'est dans le temps long et négocié de l'expérimentation de la coexistence collective du partage élargi et solidaire du pouvoir que se maîtrisent les réflexes objectifs transpartisans de la gestion nationale des compétences, des responsabilités et des devoirs.

La transition politique n'est pas exclusivement un entre-deux supplétifs qui corrige le passage de l'inorganisation à la responsabilité. Elle n'est pas seulement un moment relatif de la résolution d'une crise, mais une option de réversibilité des limites historiques et politiques des sociétés de reconstruction du lien national persévérant vers la raison politique.

La transition politique pour le redressement national par-delà l'efficacité postulée de l'ordre démocratique et électif, demeure l'une des solutions raisonnables de la normalisation pacifique et politique post dictature.

Nous appelons **Partage**, l'authentique réajustement des dus, des contreparties et des équilibres irréductibles et inaliénables qui tiennent le socle de la coexistence nationale.

Le Partage est le rempart des sécurités fondamentales et le reliant du lien invisible et matériel de la totalité organique et nationale. Partager c'est renoncer à posséder le tout, et s'interdire de profaner les limites acceptables et convenues.

Partager, c'est aussi veiller à la continuité pacifique du lien social, à l'esprit de fraternité et de solidarité, à l'éthique politique de « Nous tous ensemble ».

Notre pays s'est fissuré parce que sa coopération sociale et politique s'est détournée du partage au profit de la rente de pouvoir, de privilège et de situation, au profit également du phénomène de la convoitise et de l'économie improductive.

Le pouvoir comme instance instituante est ce qui, en toute évidence comprend, également et nécessairement, l'autre de nous-mêmes c'est-à-dire, le symbole incarné du partage et de l'altérité.

Le Partage est l'assise véritable de tout contre-pouvoir qui mise sur l'espace régulé du vivre ensemble

IV MÉTHODE

5

C'est la disponibilité toujours libre et souveraine du génie individuel et collectif qui est la clé de la liberté transformatrice.

Il faut donc partir de l'exploration de nouvelles marges disponibles de productivité, de liberté, de responsabilité et resocialiser leur potentialité surnuméraire et régénératrice.

C'est le déplacement des lieux et espaces de pouvoir et leur pluralité de détermination qui rendent attractif le propre du pouvoir. C'est dire que le pouvoir n'est pas hors de nous et qu'il est notre représentation, notre intériorité active la moins tragique, en ce que nous sommes, en vérité, sa possibilité concrète.

Longtemps nous nous sommes enchaînés dans une vision où le pouvoir s'est donné à nous comme manque et angoisse.

Ce n'est donc qu'en apparence que nous croyons et voyons le pouvoir instituant comme une extériorité génératrice de notre mal radical voire de notre autolimitation inhibitrice. Ce problème de la représentation collective du pouvoir et l'aliénation qu'il secrète est la cause de l'oubli de notre autonomie éveillée et subversive.

En ne regardant plus le pouvoir instituant comme pure extériorité, comme manque et angoisse, comme autolimitation répressive et inhibitrice, comme pulsion de mort et de désastre, comme demeure sectaire et déshumanisatrice, on peut aller à sa capture et à sa démythification intrinsèque puisque sa dimension intersubjective réside bien dans l'agir de notre autonomie éveillée et subversive qui nous soustrait de tout pouvoir qui déborde et dérobe notre liberté et notre dignité.

La question centrale de notre mal-être collectif dans notre époque ne peut pas être la conquête et la conservation du pouvoir d'Etat, mais l'élucidation du pouvoir instituant, de son action libératrice subversive et réversible qui n'est située nulle part que dans nous-mêmes comme puissance libre et autonome.

Pour combattre la part obscure et inhumaine de tout pouvoir, le pouvoir monstrueux de l'évanouissement des limites acceptables et civilisées, telle la dictature, il ne faut pas seulement intérioriser et commercer avec les narrations intemporelles de la résistance, il faut demeurer debout, cette lumière intérieure qui ne se plie point car elle aussi est pouvoir instituant d'un autre devenir.

La tâche de la politique c'est de penser, dans un même mouvement dialectique, et la **réalité et le devenir**, deux catégories temporelles qui nous échappent si souvent et que nous autres congolais en payons le lourd tribut.

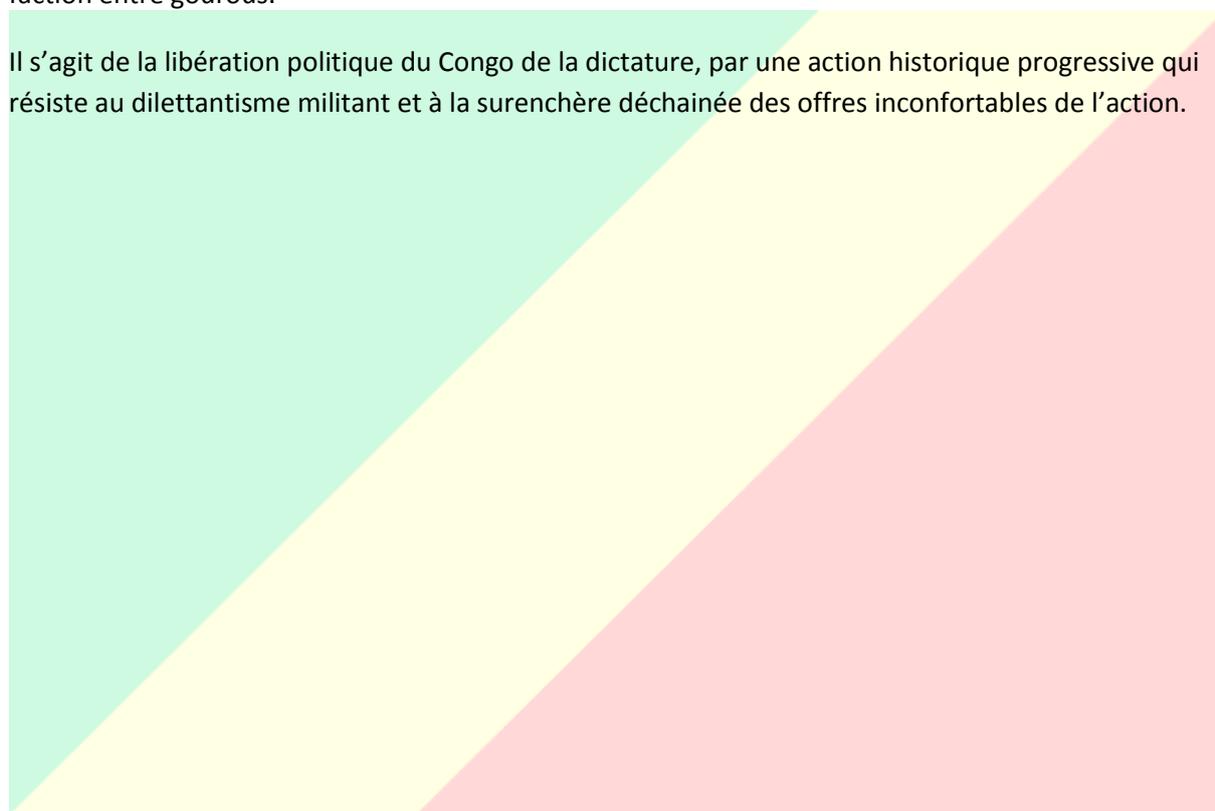
Pour actualiser la transformation concrète et permanente de la réalité et anticiper les lignes de force positives du devenir, relatives à la nécessaire mutation politique et sociale, nous n'avons qu'un seul critère d'efficacité, à savoir : le déploiement d'une autocritique radicale qui rende possible la rupture substantielle avec l'existant anachronique, périmé, clos, réduit, figé, révolu, déclassé et inhibé.

C'est cette puissance collective nouvelle de rationalisation qui peut faire advenir la figure historique concrète du rassemblement et l'instrument pratique de l'offre alternative, politique et sociale.

L'ère de la modernisation des conditions d'action nous invite à penser et à tisser la construction transversale d'un profond et vaste mouvement d'intégration des forces multiples, différentielles et plurielles qui désirent un vivre-ensemble qualitatif et meilleur, et une humanité politique et sociale régulée par la progressivité des alliances de bon sens et de raison.

Il faut, dès maintenant, transcender l'époque chaotique des parti-groupusculaires, des parti-ethnocidaires, des parti-sectaires, des micros-plate-formes, des alliances ethno-miliciennes, des partis aseptisés par des notables anoblis par la rente de connivence avec le pouvoir, des alliances de faction entre gourous.

Il s'agit de la libération politique du Congo de la dictature, par une action historique progressive qui résiste au dilettantisme militant et à la surenchère déchainée des offres inconfortables de l'action.



Par delà les trames qui animent la problématique de la défaite de la dictature, et l'urgence d'une sortie de crise organique du pays, il ne peut être minoré la voie politique, pacifique et consensuelle associant la totalité des consciences alternatives de bonne volonté.

Il s'agit d'un processus rythmé par les conquêtes sociales et politiques exemplaires qui portent les lumières du pays vers la normalisation, la stabilisation et la resocialisation qui sont nécessaires pour l'ordre politique rationnel et critique. L'origine de la crise s'y trouve dans la perte de la souveraineté nationale, dans l'usure du modèle présidentieliste autocratique, dans le décrochage organique de notre fiction de l'économie dite nationale, de sa productivité marginale, dans la défaite des clercs et des puissances du savoir, dans le délitement de nos ressources spirituelles et culturelles.

La réponse à cette crise organique c'est certes, la révolution populaire, sociale, démocratique et pacifique mais soutenue par le mouvement transversal des lumières congolaises renaissantes, elles mêmes libres, tolérantes, laborieuses et fraternelles.

La sortie de crise ne peut s'inviter à nous comme une régression supplémentaire, comme une trahison de notre peuple, comme une impasse douloureuse.

Elle ne peut se définir et s'articuler que comme une voie originale et inédite du politique au Congo, couplée par une reconfiguration des alliances novatrices, par un renouveau du personnel politique et de l'orientation stratégique de la gestion du pouvoir.

Pour nous, la structuration laborieuse du mouvement social, du mouvement citoyen et populaire autour d'un mot d'ordre unique et emblématique de portée sociétale et politique reconfigurant une voie authentique du politique au Congo ,elle-même surdéterminée par l'approche pacifique et consensuelle de redressement du pays par l'alternance transitionnelle, dans la république, nous semble le combat le plus sérieux et dont la réalisation concrète est maîtrisable par le peuple .

Les solutions nébuleuses et obscures consistant à sacrifier davantage notre peuple, à l'entraîner malgré lui dans une guérilla des partisans dont l'issue est aléatoire, et les fins ultimes dictées en dehors de sa volonté, de telles solutions sont désastreuses et perpétuent, à l'évidence, l'ordre autocratique et antidémocratique.

La dictature ne peut être démantelée et ruinée que par l'irruption des lumières congolaises renaissantes, par une authentique conscience nationale et patriotique transpartisane qui agit en fonction de l'universalité des conditions et qui mise sur la réalisation de quelque chose de l'ordre du commun, partagé par tous.

On n'a pas à nous imposer la dictature des circonstances, encore moins le récit infâme d'un pouvoir à vie, nous sommes le peuple souverain, nous sommes l'ultime décision alternative et résolue.

Seule une grande et nouvelle alliance élargie et transparente des forces du progrès , de la modernisation et de la recomposition politique du Congo peut se donner à nous comme alternative

solidaire. Ce qu'il faut c'est de préparer méthodiquement cette éclosion, pas dans des formes empiriques et sectaires d'où se trouve le débat national aujourd'hui, mais à travers le recours de la raison critique, libre, positive et subversive. Il ne s'agit pas de sauver les soi-disant notables anoblis, mais il est question du destin et de la libération nationale du Congo.

Les conditions d'une lutte victorieuse de notre peuple ne sont pas remplies, la tendance dogmatique et réductionniste, illusionnée par la conquête sectaire du pouvoir d'Etat l'emporte, idéologiquement parlant. C'est cette tendance qui a gérée les séquences du 27 septembre 2015, du 20 octobre 2015 et du 25 octobre 2015, délaissant le peuple révolté dans l'absence d'une direction morale et politique et dans l'indécision d'une voie politique originale et réalisable.

La voie populaire de sortie de crise n'est pas prise au sérieux, hypothéquée par les interférences des préjugés de l'ethno militance et par l'usure du personnel politique connexe à l'idéologie de l'autocratie et à la culture de castes.

C'est à nous de remuer ce vieux monde en processus de délégitimité et de déclin. C'est à nous de rassembler les puissances de l'avenir et dès maintenant, de disposer des laboratoires politiques de l'alternative en stimulant de nouvelles reliances organisationnelles de progrès et en travaillant à l'émergence des légitimités vertueuses et incorruptibles.

La victoire relative et illégitime de l'autocratie et des puissances symétriques à cette constellation appauvrissante demeure un moment de notre désorientation collective.

C'est pourquoi, la réorientation idéologique, politique et sociale de la lutte du peuple congolais est incontournable

Puisque la contradiction nationale demeure encore ,avec ses logiques anciennes et traditionnelles de conquête et de conservation du pouvoir d'Etat, d'exclusion du peuple et de violence de masse, de chômage endémique , de déclassement des ressources humaines, de confiscation par des tiers illégitimes de la richesse nationale , de déshumanisation et de profanation des citoyens, d'instrumentalisation des élections, de falsification de l'histoire du Congo, il nous semble légitime d'initier une pause politique nationale et de dépouiller cette constellation morbide par la médiation d'une transition politique et pacifique comme étape de recomposition et de coexistence nationale.

Le partage est l'unique thématique de remobilisation de notre peuple par ce qu'il permet de populariser les droits nouveaux, **tels l'institutionnalisation d'un revenu universel de dignité et de resocialisation.**

Nos populations désirent que le pacte **national de coexistence et de modernisation** qu'il nous faut mettre en place, leur donne les moyens concrets de leur autonomie d'action.

Le partage démocratique du pouvoir, des compétences et des moyens de subsistance est la condition politique d'une nouvelle alliance élargie de progrès, et d'une **nouvelle majorité pacifique et tolérante.**

En effet, la déconstruction des logiques autoritaires du pouvoir et la destruction de la dictature, nous exigent d'assumer la décision de la construction rationnelle et novatrice d'un espace politique élargi et transpartisan, fédérateur et rassembleur, incarnant par sa puissance même, la nouvelle légitimité nationale de changement de cap.

La mutation nécessaire ne dépend que de nous, de notre autonomie souveraine à refuser l'offre déraisonnable, d'où qu'elle vienne et qu'importe ses médiateurs.

La **Mutation** comme la **Renaissance** et la **Régénération** sont les temps objectifs de nos possibilités qui nous délivrent de la fiction présidentialisiste et de la société égoïste et inégalitaire.

Le **nouveau récit national ne peut être que populaire** et ne peut parler que le langage solidaire de la libération du Congo.

La transcendance militante qu'exige nos populations, c'est le retour de l'humilité à fin que soient examinées en commun les conditions pragmatiques du vivre ensemble et l'amélioration progressive de l'existence concrète des gens.

Cette reliance qui tarde à venir entre la pensée collective raisonnable et le plus grand nombre , habité par le bon sens , c'est là que se tient l'enjeu, c'est là que se situe le dénouement, c'est là que s'éclaire notre liberté contre l'ordre dictatorial

VIVE LE PEUPLE CONGOLAIS !

JEAN LUC MALEKAT